

Vive le modèle allemand !

Sortir la Grèce de la zone euro et réduire la dette publique

Les trois banques françaises qui ont dévissé dans leur valeur boursière durant l'été du fait de leurs créances douteuses sur la Grèce (valeur divisée par deux pour BNP-Paribas et le Crédit agricole, par presque trois pour la Société générale) seraient emportées par le tsunami financier qui déferlerait si la gangrène gagnait l'Italie. En effet, leurs engagements y sont bien plus élevés qu'en Grèce et approchent les 40 milliards d'euros !

Il est temps de siffler la fin de la récréation. On peut appartenir à l'Europe des Vingt-Sept sans être dans la zone euro à seize. Pour mériter cette dernière, il faut cesser de tricher ou de jouer à l'Europe buissonnière et prendre modèle sur les meilleurs élèves : l'Allemagne, mais aussi l'Autriche et les Pays-Bas ou la Finlande. Il n'y a pas de précédent historique de monnaie sans épée : il aurait fallu instaurer une monnaie commune et non pas unique.

Les Allemands ont raison de conditionner leur aide à des contreparties de rigueur. Ils n'ont, pas plus que les Français, à devoir payer les impôts des Grecs. C'est pourtant ce qui s'est passé cet été : la France s'est engagée à hauteur de 15 milliards d'euros pour soutenir la Grèce. Pour ne pas accroître sa propre dette d'autant et risquer de dégrader sa signature, le gouvernement français a lancé en urgence un plan

« La différence entre l'excédent allemand et le déficit extérieur français est de l'ordre de 200 milliards d'euros ! »

de rigueur à hauteur de 12 milliards d'euros. On relèvera la perversité des services de Bercy qui parlent de « réduction des dépenses fiscales » pour désigner des augmentations de recettes qui justement permettent de continuer à dépenser plus. Comme pour mieux faire oublier que l'on ne s'attaque pas à l'essentiel : la réduction des dépenses publiques de fonctionnement et d'assistance !

Augmenter les impôts sans s'attaquer au gras du mammouth est suicidaire. Réduire la dépense publique où la France détient des records européens (avec 54 % du PIB) est pourtant la voie prioritaire pour retrouver une croissance saine et vertueuse. Dans le passé récent, la Suède et le Canada ont montré le chemin. C'est donc possible. Ace jour, aucun des candidats à la présidentielle de droite comme de gauche ne tient ce discours.

Ainsi, la France vit au-dessus de ses moyens depuis trente ans. On a amorti la crise en finançant la consommation par la dette. La France recule : son PIB par habitant est inférieur de 10 % à celui de l'Allemagne alors qu'en 1980, il était supérieur de 4 %. Derrière la richesse créée par habitant, il y a les cercles vertueux de la compétitivité et du temps de travail productif. La France a 10 points de dépenses publiques de plus que l'Allemagne, et elle a perdu 10 points de compétitivité-prix depuis dix ans : les deux phénomènes sont liés, et c'est ainsi que 40 % de notre déficit industriel vient de l'Allemagne, et non pas des pays à bas salaires.

La France a reculé en niveau de vie, parce qu'elle travaille deux à trois semaines de moins par habitant et par an que ses voisins. Elle est devenue moins compétitive en raison du coût du travail et des charges. La mondialisation n'est donc pas en cause puisque 40 % de notre déficit industriel provient de l'Allemagne dont le coût horai-

Michel Godet

Professeur au Conservatoire des arts et métiers (CNAM), auteur de « Bonnes nouvelles des conspirateurs du futur » (Odile Jacob, 334 p., 20 euros)

re du travail dans l'industrie est désormais comparable au nôtre mais avec la qualité des produits et des services en plus. Il y a dix ans, les exportations françaises représentaient 55 % des exportations allemandes, aujourd'hui c'est 40 % seulement. La différence entre l'excédent allemand et le déficit extérieur français est de l'ordre de 200 milliards d'euros !

Si la France continue à vivre au-dessus de ses moyens en prenant dans la poche de ses enfants (en 2010, la croissance du PIB de 1,5 % a été obtenue par 7 % de PIB de dette supplémentaire !), elle finira comme la Grèce. Notre endettement représente déjà 85 % du PIB et les déficits publics continueront tant que l'on ne réduira pas la dépense.

La seule différence, qui explique notre fameuse note AAA, c'est qu'on a une réputation (justifiée) d'efficacité dans notre capacité à lever de l'impôt. Si c'est la droite des déficits publics et des renoncements qui l'emporte, on ne pourra pas réformer, et si c'est la gauche démagogique qui refuse de voir les dégâts des 35 heures, on va se retrouver, comme en 1981, avec des promesses dangereuses à tenir à grands renforts d'assistance, d'emplois publics... mais, cette fois, le tournant de la rigueur arrivera au bout de six mois ou neuf mois, car l'euro nous oblige plus que le franc à ne pas trop dérailler.

On dira que la Grèce souffre avec une régression de 5 % de son PIB en 2010. Mais les Pays baltes (Lettonie, Lituanie et Estonie) ont connu pire en 2009, avec un recul de plus de 15 % de leur PIB. Cette cure leur a été salutaire, et l'Estonie, qui est le seul des trois pays appartenant à la zone euro, a retrouvé une croissance positive de 3 % en 2010 et de 8 % en 2011 ! La Suède a réduit le poids de la dette publique en baissant les dépenses publiques de plus de 72 % du PIB en 1993 à 53 % en 2010 sans que cela se traduise par un recul de la croissance. Au contraire, celle-ci a été plus forte pendant la phase de réduction des dépenses publiques qu'auparavant.

C'est bien de cela qu'il s'agit pour la Grèce où la dette publique va dépasser en 2011 150 % du PIB. La sortie de la Grèce de la zone euro serait un choc salutaire pour la France. Sinon, un jour ou l'autre, on va découvrir qu'on n'est plus AAA, l'Allemagne nous demandant de rentrer dans le rang sous peine de revenir au mark, car l'euro n'est qu'un « sous-mark ». D'ailleurs, si une majorité de la classe politique de droite comme de gauche est aujourd'hui plutôt solidaire du « mauvais élève » grec, c'est qu'elle sait que notre pays est dans la même situation...

Ceux qui prônent les « eurobonds » comme solution miracle, pour remplacer la vertu, oublient de dire aux Français qu'ils devront alors payer plus pour le service de leur propre dette qui absorbe déjà 2,5 % du PIB annuel de l'Hexagone, soit 1 point de plus que sa croissance tendancielle. Si la France ne veut pas finir comme la Grèce, elle doit prendre modèle sur le voisin allemand. Ce dernier caracole avec 3 % de croissance, un chômage de deux millions inférieur à ce qu'il était il y a trois ans et un taux d'emploi supérieur de six points au nôtre. En Allemagne, c'est l'ANPE qui licencie faute de chômeurs ! ■